

Faire tomber la loi Travail, c'est maintenant !

La semaine dernière, une nouvelle fois, Pierre Gattaz a fait mine de s'opposer à la nouvelle mouture de la loi Travail : « La première version du texte allait dans le bon sens, la nouvelle est intolérable. » Vraiment ? Rien n'a changé sur le fond de la loi El Khomri. Les accords d'entreprise pourront toujours être plus défavorables que les conventions collectives et même que le code du travail. Les heures supplémentaires seront moins rémunérées. Et les licenciements seront facilités.

Le bras-de-fer est engagé...

La mise en scène d'un désaccord entre le Medef et le gouvernement ne trompe personne. Cette loi a été dictée par le grand patronat et ne profitera qu'à lui.

Pas étonnant que plus grand monde ne soutienne le gouvernement, mis à part la direction de la CFDT.

Valls et Hollande sont prêts à sacrifier leurs carrières pour les intérêts de Gattaz et ses amis. Pour obtenir le retrait de la loi Travail, il faut faire peur au Medef avec l'arme des travailleurs : la grève.

Pour l'instant, le mouvement d'opposition a bravé la violence de la police (l'affiche de la CGT qui la dénonce a fait vociférer PS, droite et extrême droite, mais est allée droit au cœur des manifestants). Il s'est fait entendre dans la rue. Comme l'ont souligné de nombreux militants ouvriers au congrès de la CGT la semaine dernière, il est temps de passer à une grève reconduite jusqu'au retrait de la loi.

Des cheminots touchés par une variante de la loi Travail

Les cheminots sont touchés par une variante maison de la loi Travail, baptisée « décret socle ferroviaire » : 10 à 20 jours de repos en moins par an, plannings de travail modifiables jusqu'à une heure avant la prise de poste, etc. Leurs syndicats les appellent à une journée de grève ce mardi 26 avril, volontairement distincte de l'appel général contre la loi Travail du jeudi 28 avril.

Mais cette stratégie de division ne prend pas. Nombre de cheminots ne veulent pas en rester à une journée isolée, et parlent de reconduire la grève, au moins jusqu'au 28 avril, pour inscrire leur lutte dans le mouvement d'ensemble contre la loi Travail.

Ils ont conscience que, seuls, ils ne peuvent faire reculer le gouvernement à la fois sur la loi El Khomri et sur leurs revendications propres. Ils ont raison.

Et après ?

La semaine dernière, cette question a agité les débats des Nuit Debout, des assemblées étudiantes et du congrès de la CGT à Marseille. Il faut de nouveaux rendez-vous, et pas dans trois semaines. Le 1^{er} Mai, bien sûr mais cela ne suffira pas.

Ce n'est pas seulement avec des journées de manifestations que nous vaincrons.

Nous devons faire mal au portefeuille des patrons par la grève, et même leur inspirer la peur de tout perdre. Pour cela, il faut coordonner les luttes, les faire converger sur des journées de grève massive et favoriser, entre deux, l'extension de la grève partout où elle peut prendre.

Sommes-nous de taille à gagner ?

Parmi nous, nombreux sont ceux qui hésitent à entrer en lutte. Mais si la loi Travail passe, le prix à payer sera infiniment plus lourd que le coût d'une grève. Et notre lutte serait assurée de la sympathie de la plupart des travailleurs.

Le dernier congrès confédéral de la CGT a appelé à « la tenue d'assemblées générales dans les entreprises et les services publics pour que les salariés décident de la grève et de sa reconduction ».

Oui, il faut débattre, élaborer, mais pour passer à l'action le 28 et, au-delà, jusqu'au retrait de la loi Travail. Qu'une fraction d'entre nous se lève, et la peur passera de notre camp à celui d'en face !

**Pour le retrait de la loi Travail et
pour nos revendications,
tous en grève et dans la rue
jeudi 28 avril !
Manifestation à 14 h,
place Denfert-Rochereau à Paris**

Des lettres et très peu de chiffres

La distribution des lettres sur les Augmentations Individuelles (AI) et les primes de performance a débuté. Tout ce cinéma pour un budget moyen de 1,4 % décidé par la direction, et qui charge ensuite les chefs de signer ces lettres et de faire le facteur.

Tout ça ne vaut pas des AGS

Cette année, les lettres sur les AI et les primes mentionnent aussi la prime d'intéressement... versée le mois dernier. Sûrement pour consoler ceux qui ont une petite, voire pas d'AI ou de prime. Une prime qui ne remplace pas les AGS, car les AGS sont pérennes et comptent pour le calcul du montant de la retraite.

Votez toujours, ils décident

La prochaine AG des actionnaires de Renault a lieu le 29 avril et certains y vont de leurs conseils de vote. Comme si l'avis des salariés actionnaires qui détiennent à peine 3 % des actions pesait face aux actionnaires privés (fonds de pension...) qui en ont plus de 63 %. Face à la dictature des actionnaires, c'est le contrôle des salariés qu'il faudra imposer !

Macron dans l'eau

Deux résolutions soumises à l'AG des actionnaires ratifient l'accord passé entre l'État, Renault et Nissan suite au psychodrame créé en 2015 par le ministre de l'économie sur les droits de votes doubles. Au final, l'État renonce à ses droits de vote double (sauf cas exceptionnels), et à s'ingérer dans les décisions stratégiques de Nissan. C'était bien la peine que Macron joue les matamores.

Arrosage automatique

L'AG des actionnaires devra aussi se prononcer sur le montant des dividendes (+26 % par rapport à 2015), la rémunération de Ghosn (7,25 millions) et l'attribution d'actions de performances aux dirigeants et hauts cadres de Renault. Tout le gratin est arrosé. Pour les autres, c'est buffet froid

Un dégraissage très compétitif

Depuis 2013, 5850 salariés ont quitté Renault sas (retraite, démission...). 2452 sont partis en GPEC (DA, mobilité externe...). Sur la même période, 734 personnes ont été embauchées. La perte est donc de 7568 emplois. L'objectif de l'accord compétitivité Renault de 2013 (7500 suppressions de 2013 à 2016) est donc atteint avec un an d'avance ! Pas étonnant que de nombreux secteurs soient en sous-effectif.

Les lampistes trinquent

Encore des licenciements au Design, couramment appelé « l'État dans l'État ». Suite à un audit externe, deux salariés sont licenciés pour des commandes SAER à usage non professionnel. Plus facile de virer des salariés que de s'attaquer à un système opaque.

Renault Debout !

Mardi matin dernier, plus d'une centaine de participants de la Nuit Debout sont venus au Technocentre. Tracts, pancartes, banderoles, chansons... : l'ambiance devant certaines entrées était conviviale et combative ! Le prestataire viré du TCR pour avoir fait un mail aux syndicats était aussi présent. Un beau pied de nez à la direction... et de quoi se motiver à participer à la grève et aux manifestations du jeudi 28 avril contre la Loi Travail.

Y'a pas marqué salarié à tout faire

Au CRP, le montage est à l'arrêt. L'activité devrait reprendre en juin, à la veille des congés. Bonjour la planification ! Certains chefs ne supportent pas cette inactivité et font faire de la peinture à leurs équipes. Ce genre de travaux, c'est à la maison seulement.

Engagés malgré tout

Selon l'enquête Hay réalisée fin 2015, 53 % des salariés du Groupe Renault pensent que l'organisation du travail ne leur permet pas de fournir un travail de qualité. 44 % ne comprennent pas comment leur performance est évaluée... La direction se félicite du « niveau d'engagement ». C'est sûr, vu le contexte...

Course de lenteur

Il a fallu plus de quatre mois pour avoir les résultats monde de l'enquête Hay. On attend toujours ceux de la France, et par site. Tant d'empressement laisse à penser qu'ils ne doivent être terribles.

L'open space m'a tuer

Les nouveaux espaces de travail, implantés à grands frais au TCR, sont loin de faire l'unanimité. Ça fait moderne mais avec des bureaux et des rangements réduits, des espaces trop ouverts... Sur les plateaux métiers du 5A/6A à la Ruche, seuls 22 % des salariés estiment pouvoir se concentrer facilement à leur poste de travail. Et encore, l'enquête a été menée par la société qui fournit le mobilier.

Les garages exigent réparation

Douai, Chambéry, Pantin... : la liste des salariés de Renault Retail Group en lutte suite aux NAO s'allonge. A Montpellier, les salariés réclament 123 € d'augmentation pour tous. Ce serait un minimum !

La semaine des constructeurs

Mercredi dernier Mitsubishi, qui fournit des véhicules à Nissan (déjà épinglé pour les NOx de son X-Trail), avouait avoir « manipulé des tests pour présenter de meilleurs rendements ». Jeudi, la répression des fraudes perquisitionnait chez PSA. Vendredi, le gouvernement allemand incriminait le système de filtration des gaz polluants de Renault... Tous les constructeurs ont donc joué avec notre santé... juste pour faire plus de profits.